



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article1569>

# Mhd El Hassen Ould El Hadj, premier vice-Président du Sénat, répond à Sidi Ould Cheikh Abdallahi



- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Front National pour la Défense de la Démocratie - FNDD - -  
Date de mise en ligne : jeudi 25 décembre 2008

---

Union des Forces de Progrès

---

« **Etaghi charra men ahcenta ileyhi** ».

L'ancien « **président** » n'aurait jamais dû faire la dernière sortie apocryphe dans les colonnes du journal Le calame, tout comme il n'aurait jamais dû devenir président.

Une fois encore, je vais me donner la peine de répondre à toutes les allégations incohérentes et les contrevérités que cet « homme » a proféré à l'encontre de mes collègues parlementaires qui se sont opposés à sa dérive maffieuse, aux généraux qui ont mis fin aux débuts manqués de son « règne » et de tous mes concitoyens qui ont à un moment cru en lui et qu'il a désabusé de la manière que l'on sait. Je ne peux bien évidemment pas accepter que le mensonge même mélodieusement construit voile la réalité.

**Soca est ma « création ».**

Il y a une chose, une seule, sur laquelle le « président » déchu a dit vrai : oui, il ne connaissait pas les Généraux, mais il aurait dû ajouter, pour être fidèle à la restitution des faits, que c'est moi qui ai servi de passerelle entre lui, illustre inconnu à l'époque, et ceux qui allaient faire de lui « le premier président démocratiquement élu ».

Je ne puis m'empêcher de sourire - et vous aussi avec moi - quand j'entends le « président » déchu parler de « sa » campagne et de « son » programme électoral. Personne n'est dupe. Tout le monde sait qu'en Mauritanie personne ne prête vraiment attention à ces choses-là. Il aurait dû ajouter encore, j'en détiens les preuves, que c'est moi qui ai orchestré, avec l'accord des militaires, l'annonce de sa candidature et le lancement de sa campagne !

J'ai par la suite, avec l'approbation des Généraux (Aziz et Ghazouani), fait un intense lobbying auprès de la classe politique et des notabilités qui, en réalité, soutenaient les projets de réforme politique et institutionnelle voulue par les vrais auteurs du changement du 3 août 2005 (Les Généraux Aziz et Ghazouani).

Je reconnais que nous avons dû peiner pour faire accepter la candidature du « président » déchu. Pour cela, je n'exagère pas quand je dis que Sidioca est ma « création ».

Sans le soutien décisif des Généraux Ould Abdel Aziz et Ould Ghazouani, le « président » déchu n'aurait même pas pu devenir maire de la petite localité de Lemden !

Le « président » déchu devrait-il ignorer que les militaires qui l'ont porté au pouvoir pouvaient à l'époque, faire élire n'importe quel autre obscur candidat grâce à leur influence et au capital de confiance et de sympathie gagné par l'éviction de Ould Taya ?

Sans leur soutien, d'aucuns considèrent que la victoire aurait dû revenir à Ahmed Ould Daddah qui était en 2007 le candidat le mieux assis, sur le plan politique. Il est clair que sans le soutien décisif des Généraux Ould Abdel Aziz et Ould Ghazouani, le « président » déchu n'aurait même pas pu devenir maire de la petite localité de Lemden !

L'ancien « président » a manifesté un certain appétit pour les fruits « interdits » de la corruption.

Je trouve indécent que le « président » déchu parle d'accords passés avec Messaoud Ould Boulkheir et Zeine Ould Zeidane alors que ces deux hommes avaient comme unique interlocuteurs les deux Généraux. La majorité dont il parle était déjà constituée dans le sillage des mêmes militaires qui l'ont mobilisée par la suite pour soutenir « sa »

candidature.

Sans assise politique et sans le sou, comment peut-il justifier le « miracle » des 52% au deuxième tour de la Présidentielle de 2007 ? Là au moins, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le mérite d'un tel exploit revient aux Généraux et aux soutiens politiques de la première heure que le « président » déchu s'est évertué à trahir aussitôt élu.

**« L'humilité épargne les affres de l'humiliation ».**

En seulement quelques mois de présidence, Sidioca s'est entouré d'un réseau de groupes maffieux connus pour avoir sévis sous le dictateur Ould Taya. A coup de centaines de millions versés à la fondation de sa compagne, le « président » déchu s'est prêté à des accointances d'intérêt au détour d'un vicieux « commerce » fructueux avec certains milieux de politiciens affairistes. Là encore, j'invite l'ancien « Président » à la retenue. Comme le soulignait Georges Bernanos, « l'humilité épargne les affres de l'humiliation ».

L'ancien Président qui, depuis feu le « Président » Moctar Ould Daddah avec l'affaire des licences de pêche, Ould Taya (avec l'affaire H'Meyda) a manifesté un certain appétit pour les fruits « interdits » de la corruption, ne doit pas trop tirer sur la ficelle.

Dès les premiers jours de son accession au pouvoir, il avait effectué des « placements » familiaux largement commentés par la presse : son cousin à la BCM, comme gouverneur adjoint, un autre cousin comme directeur général du port autonome de Nouakchott et le frère de celui-ci comme conseiller du Premier ministre. Il a allongé la liste familiale en nommant sa propre fille à la tête de la communication de la présidence, son frère à l'hôtel du palais, un autre frère directeur au CSA et un énième à la Mauritel... C'est dire que son système et notamment son entourage immédiat sont bien trempés.

Le dossier du PSI et le scandale du riz avarié ne sont que la partie visible de l'iceberg. En réalité, la corruption était le sport favori de l'entourage du « président » déchu et il est difficile de penser que corrupteurs et corrompus n'avaient pas la bénédiction de celui-ci. A cet égard, il est à souligner que les efforts du Haut Conseil d'Etat en matière d'assainissement des finances publiques ont permis de réaliser en seulement quatre mois, 16 milliards d'ouguiyas d'économie.

L'ancien « Président » a été incapable de porter l'ambition populaire

Avec Sidi, c'est le sentiment général et justifié de perte de contrôle qui accrut la méfiance à l'égard de l'État. Les analyses de l'ancien Président sur les externalités négatives de l'économie mondiale qui affecteraient la vie quotidienne de nos compatriotes relèvent de théories anachroniques et défaitistes qui méritent un bon dépoussiérage.

Cette « appréciation » avait fait le lit du désarroi et de la désillusion générale qui a marqué les quinze mois du sinistre « règne » du président fantoche. En effet, s'il est incontestable que l'économie et ses crises ignorent les frontières, il n'en demeure pas moins que la marque d'un homme d'État, c'est d'abord sa volonté de changer le cours des choses.

Au lendemain de l'élection Présidentielle de 2007, le peuple était prêt à être rassemblé derrière une vision et une volonté claire. L'ancien Président a été incapable de porter cette ambition populaire. Contrairement à ses affirmations, c'était moins la classe politique que l'ancien Président lui-même qui était en cause.

L'ancien Président violait systématiquement la règle fondamentale de séparation des pouvoirs

J'ai été stupéfait de constater que l'ancien « Président » ose nier grossièrement le blocage évident que l'institution parlementaire a connu pendant que le dérèglement de notre système constitutionnel était à son comble. Il est absolument controuvé d'alléguer que l'institution parlementaire fonctionnait normalement alors que l'ancien « Président » violait systématiquement la règle fondamentale de séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, connue depuis Montesquieu.

En vérité, le peuple ne pouvait accepter le dessein inavoué et dissimulé de persécuter les parlementaires qui ont osé commettre un crime de lèse majesté en gardant tout simplement leur liberté de penser et d'agir.

La rectification du 06 août était donc la seule démarche qui pouvait nous permettre d'échapper à une alternative catastrophique.

De nombreux humoristes interprètent, à la faveur de nos superstitions, la succession des malheurs qui se sont abattus sur le pays, évoqués par l'ancien président à sa décharge, comme des manifestations de la poisse dont il serait porteur.

Flambée des prix, attentats terroristes, crise politique sont venus compliquer une situation dans laquelle les Mauritaniens avaient misé, sur le mauvais cheval.

L'ancien « Président » en évoquant les données macroéconomiques s'est attribué le bilan économique de la Transition militaire de 2005-2007 qui nous a valu la sympathie de nos partenaires au développement. Les engagements de financement de nos programmes de développement pris par les bailleurs de fonds étaient plutôt une prime à cette Transition, du moins, à son bilan économique.

Et même si le président déchu tient tant à s'approprier ces succès, les chiffres mirobolants invoqués n'étaient pas corroborés par la réalité vécue par les populations. Idem pour l'évocation de la loi criminalisant les pratiques esclavagistes et le retour des réfugiés. Ces questions nationales avaient fait l'objet d'un large consensus lors des journées de concertation mais le président déchu en a fait une mauvaise application en s'en tenant à la promulgation de textes sans réelle volonté de leur application.

Je suis tenté de demander à l'ancien président de nous dire où il était quand le régime Taya sévissait contre la communauté négro-mauritanienne, quand des centaines de ses membres étaient enterrés vivants dans des fosses communes ? N'entendait-il pas, dans son exil doré -ou plutôt sa fugue- les cris de ces opprimés ?

Au sujet du statut de l'opposition démocratique, on peut se demander comment le président déchu peut-il revendiquer la paternité de cet « acquis » alors qu'il est de notoriété publique que c'est à la transition militaire 2005-2007 que l'opposition doit son statut et les fondements institutionnels de ses droits (ordonnance prise par le CMJD).

Il en est de même pour la discrimination positive en faveur des femmes qui a octroyé à celles-ci, avant même l'élection du président déchu, un quota de 20% des postes électifs (ordonnance 2006-029- du 22 août 2006).

Ne s'agit-il pas encore de mensonges quand le président déchu parle de liberté totale de la presse alors que sa propre fille usait - et abusait - de tous les moyens de coercition publique pour régenter les lignes éditoriales ? Lui-même, à la veille de sa destitution, n'avait-il pas introduit une plainte contre un journaliste indépendant ?

La réforme décidée au cours de la transition militaire pour ouvrir les médias publics à tous les acteurs politiques a été renvoyée aux calendes grecques par le déchu.

Concernant les prisonniers politiques, bien entendu qu'il n'y en avait pas dans les geôles à son accession à la Présidence mais, celles-ci étaient occupées par des terroristes qu'il avait lui-même ordonné aux juges de remettre en liberté dans des circonstances des plus obscures, leur permettant ainsi de sévir en commettant de nouveaux crimes et de nouveaux attentats (assassinat de quatre touristes français à Aleg, attaque contre l'Ambassade d'Israël, assassinat de soldats à Ghallawuya, fusillade de Tevragh Zeina, assassinat de policiers... ).

### **Feyty khamna police, police khamna Feyty**

Sur un autre plan, je m'étonne que le déchu prétende avoir une majorité politique alors que lui-même n'est pas un homme politique. On peut dire que le déchu a été victime de la revanche des vaincus des élections, tous bords confondus. Tourner le dos à la majorité qui l'a porté au pouvoir et tisser des « liaisons dangereuses » avec des communistes et des islamistes qui ont vendu leur âme au diable, ont porté un coup fatal à ce « président » très commun. Il ne s'agit pas d'une ouverture, comme veut le laisser croire le déchu, mais d'une corruption politique.

Je m'étonne également quand le déchu affirme qu'il s'était aperçu que les généraux sortaient de leur réserve par rapport à la politique. Comment peut-il dire cela, alors que « Feyty khamna police, police khamna Feyty ». (Feyty, prénom d'une jeune fille aux moeurs légères, connaît la Police et la Police connaît Feyty, expression utilisée pour signifier que les interlocuteurs se connaissent bien, NDLR)

A la veille des Etats généraux de notre Démocratie, l'expérience malheureuse que l'ancien « Président », nous impose de revisiter notre constitution pour mieux l'adapter à nos réalités. Dans ce cadre, il importe de noter que le Président de la République occupant déjà, la place prépondérante que nulle institution ne lui dispute, ce sont les prérogatives du Parlement qu'il conviendrait de renforcer.

A cet égard, il serait indiqué d'évoluer vers l'élargissement du champ d'action des parlementaires, l'introduction de garde-fous juridiques à la dérive de l'exécutif ainsi que des réformes pour une démocratie plus vivante, plus participative et plus conforme à nos réalités.

Mohamed El Hacem Ould El Hadj

Le Calame, Numéro 668, du 23 décembre 2008

Le Calame (Mauritanie)